



## *Ce sont les rapides qui mangent les lents !*

Cher client, cher lecteur,

« **Ce sont les rapides qui mangent les lents** », et non les gros qui mangent les petits se rassure **l'entrepreneur « guépard »** en entamant sa première course matinale.

Je suis l'animal terrestre le plus rapide au monde avec des foulées de sept à huit mètres à une vitesse pouvant atteindre 110 km/h, dont 70 km/h dans les 2 premières secondes, départ arrêté, et 90 km/h une seconde plus tard.

Sans aucune modestie il continua à prononcer son propre panégyrique : mon corps musculeux, ma sveltesse et mon extrême flexibilité me confèrent une exceptionnelle réactivité. Mon agilité me permet d'être apte à bondir d'un marché à l'autre, d'une technologie à l'autre, d'être capable de m'adapter aux fluctuations anticipées de la demande. **I am the champion !**

N'est-ce pas là votre avis ? s'enquit-il auprès du sage, lui-même plongé dans une profonde réflexion sur la qualité des conseils récurrents qu'il professe sur tous sujets liés au management.

**Et le Sage de lui répondre :** cher « Acinonyx jubatus » si vos qualités intrinsèques sont exceptionnelles, vos connaissances managériales semblent moins remarquables.

Souplesse, Réactivité, Flexibilité... apparaissent comme des concepts légèrement dépassés, la terminologie aujourd'hui pertinente, celle qui compte, c'est le « **LEAN.** »

On peut traduire littéralement l'anglicisme LEAN par le français MAIGRE. En resituant le terme dans un contexte industriel ou professionnel, l'expression la plus proche est « **production au plus juste** » et élimination des gaspillages dans un objectif d'ajustement permanent et d'adaptation des moyens aux besoins.

Pour résumer, l'idée est de maximiser la valeur client tout en minimisant les déchets : moins d'efforts humains, moins d'espace ou de volume, moins de capitaux, moins de temps, moins de ressources, moins de consommations, moins de coûts, mais plus de valeur ajoutée et de satisfaction client...

**L'école « Lean »** concernait initialement (les années 90) le cadre de l'organisation de la production industrielle, automobile notamment, elle est aujourd'hui perçue comme une méthode destinée à combattre tous les types d'inefficacité et **se réfère à l'excellence opérationnelle.**

| Une entreprise réussit sa démarche Lean lorsque, simultanément :

- **Son chiffre d'affaires croît en même temps que sa marge s'améliore ;**
- **Ses incidents qualité baissent en même temps que sa productivité augmente ;**
- **Son taux de service augmente en même temps que les stocks diminuent.**

La démarche suppose un questionnement permanent et par tous les acteurs des causes expliquant les évolutions ; elle implique le marketing, l'ingénierie, la logistique, la production et la vente de biens ou de services. Elle est réussie quand les améliorations des process conduisent à l'amélioration des produits.

L'entrepreneur guépard comprit alors que ses qualités physiques n'étaient pas suffisantes et qu'il convenait de « revisiter » toute sa chaîne de relation au marché. **Au travail, à l'analyse, à la réflexion collective !**

*Car comme dirait Louis PASTEUR : « Le hasard ne favorise que les esprits préparés »*

**« - Pas si bête, ce sage ! Il est sûrement Expert-comptable dans le groupe DUO SOLUTIONS !  
Je vais prendre rendez-vous pour faire le point sur ces sujets ! »**

## Sommaire

|   |                    |  |               |
|---|--------------------|--|---------------|
| <b>FISCAL</b><br>. Comptes courants d'associés – Intérêts fiscalement déductibles<br>. Deuxième loi de finances rectificative | <b>Pages 2 – 3</b> | <b>BENEFICES NON COMMERCIAUX</b><br>. BNC et déductibilité des impôts directs locaux | <b>Page 5</b> |
| <b>SOCIAL</b><br>. Emploi de personnes handicapés<br>. Internet<br>. Non respect du SMIC<br>. Base forfaitaire des apprentis  | <b>Page 4</b>      | <b>ECHEANCIER</b>  | <b>Page 5</b> |
|   |                    | <b>CHIFFRES CLES</b>   | <b>Page 6</b> |

## FISCAL

### COMPTES COURANTS D'ASSOCIES INTERETS FISCALEMENT DEDUCTIBLES

| Exercice de 12 mois clos | Taux maximal |
|--------------------------|--------------|
| Le 30 septembre 2011     | 3,90 %       |
| Le 31 octobre 2011       | 3,93 %       |
| Le 30 novembre 2011      | 3,97 %       |

## DEUXIEME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE

### Augmentation du prélèvement social sur les revenus du capital

Le prélèvement social est porté à 3,4 % (contre 2,2 % actuellement).

Le taux global de prélèvements sociaux passe donc de 12,30 % à 13,50 %.

Ce nouveau taux s'applique :

- aux revenus du patrimoine (revenus fonciers, plus-values de cessions de valeurs mobilières) réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 ;
- à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2011 pour les produits de placement soumis au prélèvement à la source (intérêts, dividendes, plus-values immobilières).

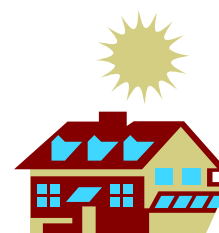
### Plus-values immobilières des particuliers

**RAPPEL** : jusqu'à présent les plus-values immobilières réalisées par des particuliers bénéficiaient d'un abattement de 10 % par année de détention à partir de la 5<sup>ème</sup> année qui permettait d'échapper à l'impôt au bout de 15 ans.

**NOUVEAUTE** : Pour les cessions intervenues à compter du 1<sup>er</sup> février 2012, l'abattement devient progressif et est égal à :

- 2 % pour chaque année au-delà de la 5<sup>ème</sup>
- 4 % pour chaque année au-delà de la 17<sup>ème</sup>
- 8 % pour chaque année au-delà de la 24<sup>ème</sup>

L'exonération n'est donc désormais acquise qu'au bout de 30 ans.



Ce qui ne change pas :

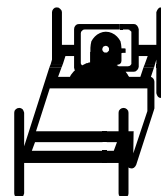
- ↳ l'abattement s'applique à partir de la 5<sup>ème</sup> année
- ↳ la résidence principale reste exonérée de tout impôt

La plus value est imposable au taux de 32,50 % (19% d'impôt + 13,50% de prélèvements sociaux).

### **Nouvelle taxe sur les prestations d'hébergement**

**RAPPEL** : les prestations d'hébergement hôtelier sont soumises au taux réduit de TVA de 5,5 %.

**NOUVEAUTE** : il est créé une nouvelle taxe sur les prestations d'hébergement des hôtels dont le prix d'une nuitée est supérieur ou égal à 200 €.



Cette nouvelle taxe :

- ↳ n'est due que par les établissements hôteliers (hôtels proprement dits). Elle ne concerne ni les résidences de tourisme ni les villages vacances ;
- ↳ est due sur les prestations pour lesquelles la TVA est exigible à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 ;
- ↳ est payée dans les mêmes conditions que la TVA.

### **Aménagement du régime de report des déficits pour les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés**

**RAPPEL** : jusqu'à présent un déficit pouvait :

- ↳ soit être reporté en avant sur les bénéfices des exercices suivants sans limitation de plafond ni de durée ;
- ↳ soit, sur option, être reporté en arrière, sur le bénéfice des 3 exercices précédents ; la créance constatée pouvant être utilisée pour le paiement de l'impôt des 5 exercices suivants.

**MODIFICATIONS APORTEES** par la deuxième loi de finances rectificative

↳ Double limite pour le report en avant des déficits :

☞ le report en avant est désormais limité à 1 million d'€.

Si le déficit est supérieur à 1 million d'€ la déduction du bénéfice de l'exercice suivant est limitée à 1 million d'€ majorée de 60 % du bénéfice excédant ce seuil.

↳ Nouvelles limitations pour le report en arrière :

☞ limitation du déficit qui peut être reporté en arrière.

Seul le déficit de l'exercice peut être reporté en arrière.

☞ limitation du bénéfice d'imputation :

Le déficit ne peut être reporté que dans la limite du montant le plus faible entre :

- le bénéfice déclaré au titre de N-1 ;
- et un montant de 1 million d'€.

## SOCIAL

### EMPLOI DE PERSONNES HANDICAPES

Cela n'avait échappé à personne : L'instauration d'une cotisation AGEFIPH majorée applicable aux entreprises n'engageant

aucune action en faveur des handicapés, par embauche directe, contrat avec des entreprises adaptées, des Centre de Distribution de Travail à Domicile (CDTD) ou des Etablissements ou Services d'Aide par le Travail (ESAT), etc., sur trois années consécutives, n'avait pas provoqué de changement considérable dans les comportements. En effet, pour se conformer au nouveau texte, il suffisait par exemple d'acheter quelques fournitures ou prestations à un ESAT. Aucun seuil minimal n'était imposé.



La loi vient de porter remède à cet état de fait en posant le principe d'un seuil minimal. Ce seuil doit être fixé par décret. Nous y reviendrons dès sa parution.

### INTERNET

Encore une jurisprudence sur le sujet ; elle va dans le même

sens que les précédentes : limiter l'usage abusif des outils informatiques mis par les employeurs à la disposition de leur personnel.



En l'espèce, un salarié avait mis un logiciel de téléchargement illégal de musiques sur le disque dur de l'ordinateur de son poste de travail. Il pensait avoir pris toutes ses précautions en dissimulant les fichiers enregistrés dans un répertoire « mes documents / perso ». Mais, en son absence, des collègues ont surpris un téléchargement en cours et ont mis fin immédiatement à l'opération ; celle-ci, utilisant l'adresse IP de l'employeur, engageait en effet la responsabilité de l'entreprise.

Quelques jours plus tard, en présence de l'intéressé, un nouveau téléchargement illégal de musiques a été détecté. Pris sur le fait, le salarié a été licencié pour faute grave. Il a voulu contester la procédure ; selon lui, la preuve, obtenue par intrusion dans ses fichiers personnels en son absence, ne lui était pas opposable. Non, a répondu le juge : l'ouverture initiale du fichier avait pour but de mettre fin à un risque particulier encouru par l'employeur. Et la seconde ouverture du fichier, faite en présence du salarié, se trouvait ainsi parfaitement régulière.

### NON RESPECT DU SMIC

Le sujet n'est pas seulement anecdotique. Un logiciel de paie à la

complexité mal dominée peut conduire une petite entreprise à se rendre coupable par négligence : maintien dans les paramètres d'une valeur de SMIC qui n'est plus d'actualité, évaluation majorée des heures d'absence qui vient par contre-coup minorer la rémunération des heures travaillées, etc..

Divers contrôles d'URSSAF récents l'ont observé.

Or, la Cour de cassation vient de rappeler dans un arrêt récent que le SMIC n'est pas un salaire comme les autres car il a pour objet d'assurer aux salariés la garantie d'un pouvoir d'achat minimum.

Le paiement d'un salaire inférieur au SMIC constitue de la part de l'employeur un manquement tel qu'il cause nécessairement un préjudice au salarié, sans que ce dernier ait à justifier d'un quelconque dommage. Ainsi peut-il demander une indemnisation en justice dont le juge appréciera le montant. En outre, l'employeur s'expose à des sanctions pénales.

Conclusion : mettez vos rubriques à jour...

### BASE FORFAITAIRE DES APPRENTIS

Ça y est : les apprentis vont être alignés sur le régime commun !

Attention cela ne veut pas pour autant dire qu'ils vont supporter les mêmes charges sociales que les autres salariés ! Mais, enfin, leur base forfaitaire abandonne la référence aux 169 H qui leur était maintenue assez artificiellement et passe aux 35 H, comme tout le monde, c'est-à-dire se transforme en une base à 151,67 H. Et qui dit réduction de base dit réduction de cotisation ! Cette décision est d'application immédiate : dès les paies de septembre 2011.

## BENEFICES NON COMMERCIAUX

### BNC ET DEDUCTIBILITE DES IMPOTS DIRECTS LOCAUX

Les principaux impôts locaux dont un professionnel libéral peut être redevable sont la Contribution Economique Territoriale (qui a remplacé la Taxe Professionnelle), la taxe foncière et la taxe

d'habitation. Ces impôts peuvent donner lieu à déduction du Bénéfice Non Commerciaux dans les conditions suivantes :

- ↳ La Contribution Economique Territoriale (CET) est toujours déductible dans mesure où l'avis d'imposition a été émis au nom du professionnel libéral.  
En principe, en cas de reprise d'une activité en cours d'année, la CET est appelée au nom du prédécesseur. Aussi, celle-ci n'est-elle déductible que si l'acte à l'origine du transfert de l'activité (acte de cession du droit de présentation, le plus souvent) prévoit une prise en charge prorata temporis de la Contribution.
- ↳ La taxe foncière concernant le local utilisé à titre professionnel n'est déductible que dans deux cas de figure :
  - le professionnel est propriétaire du local et l'a porté au registre des immobilisations ;
  - le professionnel est locataire et le bail met à sa charge le paiement de la taxe.
- ↳ La taxe d'habitation constitue un impôt à caractère personnel pour l'administration fiscale, qui la considère en conséquence comme non déductible. Mais le Conseil d'Etat dans un arrêt du 6 novembre 1991 a admis sa déductibilité à raison d'une fraction correspondant à la quote-part de la surface utilisée à titre professionnel dans un local à usage mixte.

### ECHÉANCIER DE NOVEMBRE 2011

- Délai variable :** Déclaration et paiement de la taxe sur le chiffre d'affaires afférente aux opérations d'octobre 2011.  
Déclaration et paiement des prélèvements sociaux sur les dividendes et/ou intérêts de comptes courants et éventuellement du prélèvement forfaitaire libératoire sur ces mêmes revenus (*dans les 15 premiers jours du mois suivant celui du paiement des revenus*).
- 05.11.2011 :** Entreprises d'au moins 50 salariés : paiement des cotisations U.R.S.S.A.F. et POLE EMPLOI afférentes aux salaires d'octobre 2011.
- 08.11.2011 :** Entreprises d'au moins 50 salariés : déclarations à la D.D.T.M.O. des mouvements de personnel d'octobre 2011.
- 11.11.2011 :** Dépôt auprès du service des douanes de la déclaration d'échanges des biens intra-communautaires relative aux opérations d'octobre 2011.
- 15.11.2011 :** Sociétés soumises à l'impôt sociétés ayant clos leur exercice le 31 juillet 2011 : liquidation et paiement du solde de l'impôt et règlement du solde des contributions complémentaires d'impôt sociétés sous déduction de l'acompte versé le 15 juin 2011.  
Entreprises de plus de 9 salariés et moins de 50 salariés : paiement des cotisations U.R.S.S.A.F. et POLE EMPLOI afférentes aux salaires d'octobre 2011.
- 30.11.2011 :** Déclaration et paiement de la taxe sur les véhicules de tourisme (*imprimé n° 2855*) pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2010 au 30 septembre 2011.  
Sociétés soumises à l'impôt sociétés ayant clos leur exercice le 31 août 2011 : dépôt de la déclaration des résultats et des documents annexes.

|   | J      | F      | M      | A      | M      | J      | J      | A      | S      | O    | N    | D    |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------|------|------|
| <b>S.M.I.C. HORAIRE ET MINIMUM GARANTI 2011</b> |        |        |        |        |        |        |        |        |        |      |      |      |
| . S.M.I.C. horaire euros                        | 9,00   | 9,00   | 9,00   | 9,00   | 9,00   | 9,00   | 9,00   | 9,00   | 9,00   | 9,00 | 9,00 | 9,00 |
| . Minimum garanti euros                         | 3,36   | 3,36   | 3,36   | 3,36   | 3,36   | 3,36   | 3,36   | 3,36   | 3,36   | 3,36 | 3,36 | 3,36 |
| <b>INDICE DES PRIX "TOUS MENAGES" 2010</b>      |        |        |        |        |        |        |        |        |        |      |      |      |
| . Indice des prix                               | 121,79 | 122,36 | 123,36 | 123,78 | 123,85 | 123,95 | 123,40 | 124,04 |        |      |      |      |
| . Hausse sur 12 mois                            | 1,8%   | 1,7%   | 2,0%   | 2,1%   | 2,0%   | 2,1%   | 1,9%   | 2,2%   |        |      |      |      |
| <b>TAUX D'INTERETS</b>                          |        |        |        |        |        |        |        |        |        |      |      |      |
| . Taux d'intérêt légal                          | 0,38   | 0,38   | 0,38   | 0,38   | 0,38   | 0,38   | 0,38   | 0,38   | 0,38   | 0,38 | 0,38 | 0,38 |
| . Taux EURIBOR à 1 mois (ex PIBOR)              | 0,794  | 0,8930 | 0,9020 | 1,1290 | 1,2430 | 1,2780 | 1,4190 | 1,3710 | 1,3470 |      |      |      |
| . Taux EONIA (ex TMM : Moy Mens)                | 0,6672 | 0,6780 | 0,6483 | 1,0016 | 1,0230 | 1,1330 | 1,0033 | 0,8972 | 0,9963 |      |      |      |

|   | Cotisations a la charge du Salarié |        | Cotisations a la charge de l'Employeur |               |
|---|------------------------------------|--------|--|---------------|
|   | Base                               |        |  |               |
| <b>URSSAF</b>                                   |                                    |        |  |               |
| . C.R.D.S. et C.S.G.                            | 97% salaire +(1)                   | 2,90%  | (4)                                    |               |
| . C.S.G. déductible                             | 97% salaire +(1)                   | 5,10%  |  |               |
| . Assurance maladie & veuvage                   | salaire total                      | 0,75%  | (3)                                    | 12,80%        |
| . Contrib. de Solidarité autonomie              | salaire total                      |        |  | 0,30%         |
| . Ass. vieillesse plafonnée                     | tranche A                          | 6,65%  |  | 8,30%         |
| . Ass. vieillesse non plafonnée                 | salaire total                      | 0,10%  |  | 1,60%         |
| . Forfait social                                | divers exo SS                      |        |  | 6,00%         |
| . Allocations familiales                        | salaire total                      |        |  | 5,40%         |
| . Accident du travail                           | salaire total                      |        |  | taux variable |
| . FNAL : - tous employeurs                      | tranche A                          |        |  | 0,10%         |
| - 20 salariés et plus                           | tranche A                          |        |  | 0,40%         |
| - 20 salariés et plus                           | tranche B                          |        |  | 0,50%         |
| . Vers.transport (si +9 salariés)               | salaire total                      |        |  | taux variable |
| . Taxe s/prév. (si +9 salariés)                 | cot. patronale                     |        |  | 8,00%         |
| . Réduction FILLON                              | cot. patronale                     |        | (5)                                    |               |
| . Chômage                                       | tranches A+B                       | 2,40%  |  | 4,00%         |
| . FNCS  | tranches A+B                       |        |  | 0,30%         |
| <b>Retraites complémentaires (taux minimum)</b> |                                    |        |  |               |
| . Non cadres (ARRCO)                            | tranche 1                          | 3,00%  |  | 4,50%         |
|   | tranche 2                          | 8,00%  |  | 12,00%        |
| . AGFF (ARRCO)                                  | tranche 1                          | 0,80%  |  | 1,20%         |
|   | tranche 2                          | 0,90%  |  | 1,30%         |
| . Cadres : - ARRCO                              | tranche A                          | 3,00%  |  | 4,50%         |
| - AGFF  | tranche A                          | 0,80%  |  | 1,20%         |
| - AGIRC   | tranche B                          | 7,70%  |  | 12,60%        |
| - AGFF  | tranche B                          | 0,90%  |  | 1,30%         |
| - Cadres supérieurs                             | tranche C                          | 7,70%  |  | 12,60%        |
| - CET   | tranches A à C                     | 0,13%  |  | 0,22%         |
| - Prévoyance cadres                             | tranche A                          |        |  | 1,50%         |
| - GMP (7)                                       | 316,219 €/mois                     | 7,70%  |  | 12,60%        |
| - APEC (2)                                      | tranches A + B                     | 0,024% |  | 0,036%        |

(1) et sur 97% des cotisations patronales de retraite supplémentaire + prévoyance.  
Au-delà de quatre fois le plafond annuel SS, prendre 100 % et non plus 97 %.  
(2) A compter de janvier 2011, la cotisation forfaitaire annuelle habituellement versée au mois de mars est supprimée.  
(3) Pour dépt. Rhin - Moselle, cotis. suppl. de 1,60 % due s/ totalité du salaire.  
(4) Non déductible.  
(5) Deux formules depuis le 01/10/2007. Attention : en instance de modification janv. 2011.  
Entreprises de plus de 19 salariés :  
0,26 SMIC annuel  
Coefficient : ----- x [(1,6 x -----) - 1]  
rémunération brute annuelle (hors HS)  
Entreprises de 1 à 19 salariés :  
0,281 SMIC annuel  
Coefficient : ----- x [(1,6 x -----) - 1]  
rémunération brute annuelle (hors HS)  
(7) salaire charnière en-dessous duquel le GMP est appelée : 3 262,219 € / mois pour un temps plein.

| Plafond de Sécurité Sociale 2011 |        |
|----------------------------------|--------|
| - mensuel                        | 2 946  |
| - annuel                         | 35 352 |

| S.M.I.C. mensuel  | SMIC au 01.01.11 (brut) |
|---|-------------------------|
| Nombre d'heures mensuelles  | valeurs en euros        |
| horaire base 35 h/semaine :<br>soit 151 2/3 h   | 1 365,00                |
| horaire base 39 h/semaine,<br>soit 169 h  |                         |
| et majoration de salaire à 10 %<br>ou bonification en repos<br>(si accord de branche) | 1 536,60                |
| ou majoration de salaire à 25 %   | 1 521,00                |
|   | 1 560,00                |

|      | Indice du coût de la construction (INSEE) |      |      |      |
|------|---|------|------|------|
|      | 1e T                                      | 2e T | 3e T | 4e T |
| 2008 | 1497                                      | 1562 | 1594 | 1523 |
| 2009 | 1503                                      | 1498 | 1502 | 1507 |
| 2010 | 1508                                      | 1517 | 1520 | 1533 |
| 2011 | 1554                                      | 1593 |      |      |

| Evaluation forfaitaire des avantages en nature 2011          |         |               |
|--|---------|---------------|
| Nature   | Forfait | Valeur réelle |
| 1 repas / jour   | 4,40    |               |
| 2 repas : 1 journée  | 8,80    |               |
| Logement *   | Forfait |               |
| ou Valeur locative + valeur réelle des avantages accessoires |         |               |
| Fourniture véhicule  | Forfait | Valeur réelle |
| Matériel informatique et de communication                    | Forfait | Valeur réelle |
| Autres avantages   |         | Valeur réelle |

\* Cf. tableau lettre Duo décembre 2010

**ATTENTION !** votre Convention collective peut prévoir des valeurs supérieures.

| Barème fiscal des indemnités kilométriques 2010            |           |                     |           |
|--|-----------|---------------------|-----------|
| d* = distance parcourue à titre professionnel sur l'année, |           |                     |           |
| Véhicule :   | Jusqu'à : | de à                | Plus de : |
| . Vélocycles et scooters                                   | 2 000 km  | de 2 001 à 5 000    | 5 000     |
|  | 0,266     | (d x 0,063) + 406   | 0,144     |
| . Motos  | 3 000 km  | de 3 001 à 6 000    | 6 000     |
| 1 ou 2 CV  | 0,333     | (d x 0,083) + 750   | 0,208     |
| 3 CV 4 CV 5 CV   | 0,395     | (d x 0,069) + 978   | 0,232     |
| plus de 5 CV   | 0,511     | (d x 0,067) + 1 332 | 0,289     |
| . Voitures   | 5 000 km  | de 5 001 à 20 000   | 20 000    |
| 3 CV et -  | 0,405     | (d x 0,242) + 818   | 0,283     |
| 4 CV   | 0,487     | (d x 0,274) + 1 063 | 0,327     |
| 5 CV   | 0,536     | (d x 0,3) + 1 180   | 0,359     |
| 6 CV   | 0,561     | (d x 0,316) + 1 223 | 0,377     |
| 7 CV   | 0,587     | (d x 0,332) + 1 278 | 0,396     |
| 8 CV   | 0,619     | (d x 0,352) + 1 338 | 0,419     |
| 9 CV   | 0,635     | (d x 0,368) + 1 338 | 0,435     |
| 10 CV  | 0,668     | (d x 0,391) + 1 383 | 0,460     |
| 11 CV  | 0,681     | (d x 0,41) + 1 358  | 0,478     |
| 12 CV  | 0,717     | (d x 0,426) + 1 458 | 0,499     |
| 13 CV et +   | 0,729     | (d x 0,444) + 1 423 | 0,515     |

| Remboursement forfaitaire des frais professionnels (limite d'exonération SS) 2011     |                        |
|---|------------------------|
| <b>Frais de nourriture</b>  |                        |
| Indemnité de restauration sur le lieu de travail                                      | 5,80                   |
| Indemnité par repas si déplacement professionnelle                                    | 17,10                  |
| Indemnité de repas ou de restauration hors des locaux de l'entreprise ou sur chantier | 8,30                   |
| <b>Indemnités forfaitaires de grand déplacement en métropole</b>                      |                        |
| Indemnité par repas   | 17,10                  |
| Logement et petit déjeuner :  |                        |
| . Paris/Hts-de-Seine/Seine-St-Denis/Val-de-Marne                                      | 61,20                  |
| . Autres départements   | 45,40                  |
| Grand déplacement : au delà de 3 mois   | Forfait réduit de 15 % |
| Grand déplacement : au delà de 24 mois  | Forfait réduit de 30 % |
| <b>Mobilité professionnelle</b>   |                        |
| Dans la limite de neuf mois, par jour   | 68,00                  |
| <b>Transport</b>  |                        |
| Voir barème fiscal ci-contre.   |                        |

**ATTENTION !** Ces chiffres constituent des limites d'exonération. Votre Convention collective peut prévoir des valeurs supérieures.